



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

PROCES-VERBAL DE MISE A
DISPOSITION DES BIENS DU
SERVICE DE COLLECTE DES
DECHETS MENAGERS ET DES
ENCOMBRANTS DE LA COMMUNE
DE PETIT-CANAL A LA
COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DU NORD
GRANDE-TERRE

2015

ANNEXE 6

PROJET

Etabli contradictoirement entre :

La Commune de PETIT-CANAL, représentée par son Maire, Monsieur Blaise MORNAL dûment habilité par délibération N° , ci-après désignée la Commune.

d'une part,

Et

la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, représentée par sa Présidente, Madame Gabrielle LOUIS-CARABIN, dûment habilitée par délibération du conseil communautaire n° COM en date du, ci-après désignée la CANGT.

d'autre part,

Vu l'arrêté préfectoral N° 2013-037 du 30 Mai 2013 portant extension du périmètre et transfert de la Communauté des Communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'Agglomération.

Vu les statuts de la CANGT.

Considérant que la Commune de PETIT-CANAL est membre de la CANGT depuis le 1^{er} janvier 2014 et qu'il a été transféré entre autres, dès cette date, au titre des compétences optionnelles, la compétence « protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie » qui comprend la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés et des encombrants.

Vu la délibération de la CANGT n° COM en date du, portant approbation et autorisation donnée à la présidente à signer le PV de mise à disposition des biens de la ville de PETIT-CANAL dans le cadre du transfert de la compétence « collecte des déchets ménagers ».

Vu la délibération de la commune approuvant le rapport de la Commission d'Evaluation de Transfert des Charges (CLETC) du 17 Décembre 2014.

Vu l'article L. 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) renvoyant aux dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et aux articles L.1321-3, L.1321-4 L.1321-5 du CGCT.

Vu l'article L.1321-1 du CGCT qui prévoit que le transfert de compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence.

Vu que selon ce même article, cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et la collectivité bénéficiaire.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie issue des délibérations et arrêté visés ci-dessus, la CANGT s'est substituée de plein droit, à la date du transfert de compétence, à la Commune de PETIT-CANAL antérieurement compétente.

La mise à disposition de l'ensemble des biens, équipements, services et contrats nécessaires à la gestion du service public intercommunal de collecte et traitement des déchets constitue le régime de droit commun applicable au transfert de biens et équipements.

En application des articles L.1321-1 et suivants du CGCT, le présent procès-verbal est conclu entre la Commune de PETIT-CANAL et la CANGT afin de préciser la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Article 1^{er} – Objet

La Commune de PETIT-CANAL a mis à disposition de la CANGT depuis le 1^{er} Janvier 2014, l'ensemble des biens, équipements, droits et obligations qui lui sont attachés, décrit à l'article 3 suivant.

Article 2 – Modalités de mise à disposition

Conformément à l'article L.1321-2 du CGCT, la remise des biens a lieu à titre gratuit.

Ce transfert ne constitue pas un transfert en pleine propriété, mais simplement la transmission des droits et obligations du propriétaire. Dans le cadre de la mise à disposition, seul le droit d'aliéner ne peut pas être transmis à la CANGT.

La CANGT bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire. Elle possède tous pouvoirs de gestion. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers. Elle peut autoriser l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les fruits et produits. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Article 3- Consistance, état général et situation juridique des biens

3.1- Les biens mobiliers

1°)- Un camion IVECO double cabine – Immatriculé 834 AYN 971

Le bien préalablement décrit fait l'objet d'une mise à disposition de la commune vers la CANGT.

Toutefois, les biens mobiliers devant être remplacés seront de la propriété de la CANGT, tout comme les achats nouveaux de mobiliers nécessaires à l'exécution du service public et les biens mobiliers ayant fait l'objet d'une dévolution. Dans ce contexte, l'inventaire des biens mobiliers de la Commune fait l'objet d'une mise à jour régulière.

Le bien mobilier concerné est mis à disposition dans l'état où il se trouve lors de son entrée en jouissance. La CANGT déclare bien le connaître pour l'avoir vu.

3.2- Valeur des biens mobiliers.

Ce bien n'est plus inscrit à l'inventaire.

3.3 - Les biens immobiliers

1°)- parcelle cadastrée AY 247 d'une surface environ m2, terrain d'assiette du point de regroupement pour la collecte des encombrants et déchets verts

3.4- Valeur des biens immobiliers.

.....

3.5 Contrats en cours

La CANGT se substitue dans les droits et obligations de la commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs à l'ensemble des biens concernés par la mise à disposition.

Article 4 : Durée

La mise à disposition des biens visés à l'article 3 du présent procès-verbal est faite sans limitation de durée.

Article 5 : Désaffectation des biens mis à disposition

Conformément à l'article L.1321-3 du CGCT, en cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition en application des articles L.1321-1 et L.1321-2 du CGCT, la Commune propriétaire recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

La CANGT bénéficiaire de la mise à disposition peut, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés dans les conditions prévues à l'article L.1321-3 du CGCT.

Article 6 : Modifications

Toute modification des clauses du présent procès-verbal fera l'objet d'un avenant établi contradictoirement entre la Commune et la CANGT.

Article 7 : Règlement des litiges

Avant tout recours contentieux et pour tout litige lié à l'application du présent procès-verbal, la Commune et la CANGT conviennent d'une procédure amiable du litige.

Fait à Petit-Canal, le 2015,

La Présidente du CANGT

Le Maire de la Commune de PETIT-CANAL

Gabrielle LOUIS-CARABIN

Blaise MORNAL